PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES

Faut-il les plafonner ?

Des prix de vente des fruits et légumes plafonnés ou des marges bénéficiaires aux commerçants. C'est ce que propose l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Lors d'une conférence de presse, tenue hier animée conjointement avec le président de la fédération nationale des marchés de gros en fruits et légumes, Achour Mustapha, le secrétaire général de l'UGCAA a estimé que la situation actuelle du marché ne peut perdurer, notamment au niveau du marché du détail.

Tout en rappelant que les prix sont libres, Salah Souilah indique que son organisation a proposé au ministère du Commerce, dont le nouveau titulaire affiche selon lui davantage d'écoute et de réactivité, une alternative. Soit le plafonnement des prix ou des marges bénéficiaires aux commerçants, observe le dirigeant de l'UGCAA qui constate que cette mesure permettra d'assurer un meilleur contrôle.

Par ailleurs, Salah Souilah constate « malheureusement » l'absence de résultats probants, concrets dans la réalisation des infrastructures commerciales (marchés couverts, de proximité, de détail et de gros) et dédiés également à la résorption de l'informel.

Programmé depuis plusieurs années, ce projet a bénéficié d'importants montants financiers, en vain toutefois selon le secrétaire général de l'UGCAA, assez critique vis-à-vis de l'action du précédent ministre du Commerce. Un leurre, «de la poudre aux yeux», affirme Salah Souilah concernant la réalisation d'infrastructures confiée à la société Batimetal et qui ne relève, assure-t-il, que «du replatrâge». Voire, il déplore que les projets de marchés de gros, lancés sous l'égide de la société publique Magros, restent encore «au stade de l'étude».

La consommation de pain diminue durant le Ramadhan

Autre intervenant à cette conférence de presse, le président de la Fédération nationale des boulangers, affiliée à l'UGCAA, Youcef Kalafat qui relève que la consommation de pain diminue sensiblement durant le mois de Ramadhan.

Pour une consommation quotidienne de 72 millions de baguettes en temps normal, la demande ramadhanaesque est estimée à 24 millions de baguettes par jour selon ce représentant des boulangers. Soit une diminution de l'ordre de 70 à 75% de la consommation, observe Youcef Kalafat qui précise en outre que le nombre de baguettes non consommées diminue de 2,7 millions de baguettes en temps normal à 1,8 million de pains durant le mois de Ramadhan.

L'opportunité pour le représentant des boulangers de remettre en cause la pertinence des statistiques avancées ici et là sur la consommation du pain. Abordant la problématique du prix, Youcef Kalafat indiquera que son organisation a proposé l'utilisation de deux types de farine servant exclusivement à la fabrication de pain, sur la base d'un prix subventionné de 1 500 dinars et 1 600 dinars le quintal respectivement.

Une proposition dont l'UGCAA attend de connaître la réponse du gouvernement, note Youcef Kalafat qui rappelle qu'une commission nationale intersectorielle a été installée pour étudier le prix de revient du pain qui dépasse de beaucoup le prix de vente. Notons à ce propos que la farine subventionnée à 2 000 dinars le quintal, dans le cadre du soutien direct, sert tant à la fabrication du pain qu'à celle de la pâtisserie, des pizzas et autres préparations.

Vers un partenariat algéro-turc dans le lait

Notons par ailleurs qu'un partenariat algéro-turc dans l'industrie laitière est lancé selon le secrétaire général de l'UGCAA, Salah Souilah.

Entériné récemment par un protocole d'accord et soumis à la finalisation des procédures juridiques, ce partenariat devrait être opérationnel à court terme. De fait, ce partenariat qui associe des producteurs algériens à un groupement d'industriels turcs et qui porte sur un transfert de technologies et un appui à la filière, devrait booster la production nationale selon Salah Souilah.

Une production qui peine pourtant à satisfaire la demande nationale, dans la mesure où le réseau de distribution est confronté à des dysfonctionnements. Certes, la création d'une Fédération nationale des distributeurs de laits et dérivés, sous l'égide de l'UGCAA, est envisagée à court terme, indiquera Salah Souilah.

Toutefois, la distribution de lait est soumise à des perturbations, notamment dans la capitale et en raison de la vétusté des équipements de la laiterie publique de Birkhadem qui produit à hauteur de 450 000 litres par jour. C'est ce que relèvera un représentant des distributeurs d'Alger, Amine Belout, qui mettra en cause la pertinence de l'augmentation de 20% de la production, annoncée par le président du groupe public Giplait.

Selon le représentant des distributeurs, le déficit en lait pour la capitale s'élève à hauteur de 180 000 litres par jour, pour une consommation quotidienne de 600 000 litres.

C. B.

COMMISSION NATIONALE DES MANDATAIRES

«La notion de liberté des prix doit être revue»

Il est urgent de revoir la notion de liberté des prix a assuré M. Mohamed Medjeber président de la commission nationale des mandataires en fruits et légumes. Il justifiera sa proposition par la nécessité de mettre fin à la spéculation et aux hausses anarchiques des fruits et légumes chez les détaillants.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Comme à chaque mois de Ramadhan les prix des fruits et légumes ont connu une flambée inexpliquée du fait de la disponibilité des produits en profusion en cette saison.

Les responsables du ministère du Commerce évoquent, pour leur part, un changement brusque des habitudes de consommation et une forte demande sur un grand nombre de produits dont les prix connaissant une hausse vertigineuse.

Dénonçant l'incrimination systématique des intervenants au niveau des marchés de gros, Mohamed Medjeber rappelle que les prix sont libres, comme l'affirment les responsables du ministère du Commerce. Il dira, néanmoins, que les mandataires ne peuvent imposer, un prix aux acheteurs détaillants notamment. «Nous, nous n'achetons pas. Le consommateur doit se rendre compte que les prix changent et augmentent. La veille du Ramadhan, la courgette était vendue 80 dinars, aujourd'hui quatre jours après le début du mois de Ramadhan, elle est à vingt dinars et invendable», précise-t-il. Il évoquera aussi les mêmes chutes des prix pour la tomate, les oignons et les poivrons quelques jours après le début du mois de Ramadhan.

Le président de la Commission nationale des mandataires mettra, ainsi, l'accent sur l'importante demande de consommation qui est observée à chaque mois de Ramadhan notamment. A cet effet, il dira qu'il est nécessaire de revoir la notion de liberté des prix et de définir au préalable la marge bénéficiaire des détaillants et revendeurs. Il dira, à ce propos, qu'il est nécessaire de délivrer au niveau du marché de gros un bulletin d'achat qui définit le prix au gros. «Si ces conditions sont réunies, nous verrons si les revendeurs vont appliquer un coefficient par rapport à leurs bénéfices ou appliquer la liberté des prix. Le revendeur devra aussi afficher ses prix», a déclaré notre interlocuteur. Ces mesures doivent être prises selon M. Medjeber, avec comme objectif d'éviter l'anarchie au niveau des prix au détail des fruits et légumes. S'agissant de la disponibilité des fruits et légumes, il évoquera la nécessité d'un plan de culture pour les agriculteurs. «Nous aurons ainsi chaque année, des productions agricoles qui répondent à la demande réelle et éviter ainsi les surproductions et en calculant avec la production de sécurité», explique l'intervenant.

«Aujourd'hui, à chaque fellah est donnée une subvention mais on ne lui dit pas quoi faire. Ainsi et selon notre interlocuteur en cas de surproduction et donc de prix bas, les revendeurs n'achètent pas les produits au niveau des marchés de gros. Nous avons à plusieurs reprises écrit aux ministères de l'Agriculture et du Commerce pour débattre de toutes ces questions mais nous n'avons pas reçu de réponse. A leur dernière visite cette semaine au marché de gros, les deux ministres sont restés à peine dix minutes, sans que nous soient évoqués les problèmes de fond», explique le président de la Commission nationale des mandataires. Il dira aussi qu'en dépit de la baisse actuelle des prix au niveau des marchés de gros, les tarifs à la hausse continuent d'être affichés par les revendeurs. «Nous sommes prêts à présenter nos factures pour démontrer la réalité des prix», a assuré notre interlocuteur.

F.-Z. B.

Une légère baisse dans les marchés

Comme prévu, les prix de certains légumes ont légèrement baissé au bout du quatrième jour du mois de Ramadhan. Toujours est-il, les légumes restent assez chers notamment pour une période où il y a abondance de production.

Rym Nasri – Alger (Le Soir) – Hier, au marché T'nache de Belouizdad à Alger, les prix des légumes ont connu une légère baisse. Après sa hausse vertigineuse, le prix de la courgette et du navet est retombé à 80 DA. Vendue durant les premiers jours de Ramadhan à 80 DA, la tomate a baissé de 20 DA. La laitue a repris son prix d'avant le Ramadhan de 100 DA et la carotte a maintenu son prix de 80 DA le kilo. Selon les marchands de légumes, ces prix vont encore baisser dans les jours à venir. «La demande n'est plus la même, elle a beaucoup diminué. Il fait chaud, les gens ne consomment pas beaucoup de légumes. Ils se rabattent sur les boissons et les fruits», précise un marchand de légumes.

Devant un étal de légumes Mohamed n'hésite pas à faire ses emplettes. Pour lui, les prix affichés ne sont pas aussi élevés que ceux enregistrés l'an dernier. Il estime que l'«incendie» est du côté de la poissonnerie. «Allez voir le prix du poisson, il est hors de portée. Même la sardine, nous ne pouvons plus l'approcher. Elle est proposée à 500 DA», dit-il.

Scrutant des yeux les ardoises où sont inscrits les prix des légumes, Souhila demande un kilo de courgette. Accompagnée de sa fille, elle avoue que face aux prix exercés, il est difficile de gérer son budget durant le mois de Ramadhan. Toutefois, elle fait remarquer que certains légumes ont connu une baisse par rapport aux premiers jours du mois de jeûne.

Trainant un sac de courses où se bousculent des oignons, des poivrons et des piments, Boualem est d'un autre avis. Pour lui, les prix demeurent toujours élevés, voire «exagérés». «Ce n'est pas normal que les légumes soient aussi chers car c'est l'été et il y a abondance de production», dit-il.

Les fruits toujours élevés

Côté fruits, c'est toujours la flambée. Le prix de la pêche est passé de 200 DA à 250 DA le kilo. Sur les étals, la pomme et la prune sont affichées à 200 DA le Kilo. La nectarine est proposée à 220 DA et la poire à 280 DA. La figue est cédée à 170 DA et l'orange à 150 DA. Même la banane ne baisse pas à moins de 130 DA.

Très prisés en ces périodes de grandes chaleurs, la pastèque est cédée à 40 DA le kilo et le melon entre 90 et 110 DA, selon la variété. «Comme il fait chaud, les clients demandent les fruits juteux tels que la pêche, l'orange, la pastèque et le melon», précise le jeune vendeur de fruits.

R. N.

MARCHÉ INFORMEL

20% d'augmentation depuis le début du Ramadhan

Selon l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), le marché informel a connu une hausse de 20% durant le début du mois de Ramadhan.

Le marché parallèle a visiblement encore de beaux jours devant lui. Loin de diminuer, le fléau connaît une prolifération. Ainsi selon l'UGCAA, depuis le début de ce mois de Ramadhan le marché informel a augmenté de 20%. «Le pire», souligne le porte-parole de l'UGCAA, El Hadj Tahar Boulenouar, 80% des produits contrefaits et des produits alimentaires périmés sont écoulés dans le marché informel. «La prolifération du marché informel est la responsabilité des présidents des APC qui n'arrivent pas à trouver une alternative au marché parallèle», a indiqué M. Boulenouar qui appelle le ministère du Commerce à accélérer la mise en place d'un réseau de distribution dans le cadre de la réalisation de 1 000 marchés de proximité pour absorber les points de ventes informels.

Le ministère du Commerce a indiqué que parmi les 1 368 points de vente informels recensés, 846 ont été éradiqués. L'UGCAA qui conteste ces chiffres officiels, avance un chiffre de 1 500 points de vente informels existants. «Puisque», argumente El Hadj Tahar Boulenouar, «nous avons 1 541 communes et nous ne recensons pas encore une commune qui ne compte pas un point de vente informel».

Par ailleurs, l'UGCAA rassure que d'ici la fin de la semaine prochaine, il y aura une baisse entre 15 à 20% sur les prix des fruits et légumes. L'organisation se base sur les déclarations des mandataires qui expliquent qu'il y aura l'arrivée de la nouvelle récolte sur les marchés.

S. A.